

Procès de Thierry Delforge :

Le verdict aura lieu le mercredi 12 décembre à 14 heures

RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN LE MERCREDI 12 DÉCEMBRE À 13H30 AU PALAIS DE JUSTICE DE BRUXELLES

«L'action politique n'a pas de sens si elle ne s'exprime pas aussi par des actions concrètes, dont l'action syndicale quotidienne. La liberté d'expression, la liberté de débattre, de s'exprimer doit aboutir à l'action.» Thierry Delforge

Le délit

Le 28 mars 2007, Thierry Delforge, militant syndical et associatif, était condamné à un an de prison, dont six mois fermes, pour avoir bombé sur le mur d'un dépôt «Libérez les dockers», et avoir transporté dans son coffre de voiture une serpette et une machette à débroussailler. En principe, un graffiti tombe sous la loi relative aux «incivilités», qui n'entraîne que des amendes administratives.

Le procès

Ayant fait opposition à ce jugement lors duquel il était absent (la convocation officielle ne lui étant jamais parvenue), Thierry est repassé en procès le 21 novembre devant la 50^e chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles.

Devant une salle remplie de sympathisants et dans une atmosphère tendue, son avocat a replacé le «délict» dans le contexte de l'offensive européenne contre les droits sociaux ; il a demandé la suspension du prononcé pour le délit de bombage, conformément à la jurisprudence en vigueur pour ce genre d'infraction mineure, et l'annulation pure et simple de la prévention de «transport d'armes prohibées» vu le ridicule de l'accusation.

Le verdict aura lieu le mercredi 12 décembre à 14 h. au Palais de Justice de Bruxelles.

L'enjeu de ce procès n'est pas mince : il s'agit de déterminer si oui ou non en Belgique on peut saisir n'importe quel



prétexte pour dissuader la lutte sociale. Il s'agit pour nous, citoyens, militants et démocrates, de montrer que nous ne sommes pas dupes des discours sécuritaires tenant lieu de toute politique sociale, que nous nous opposons à la criminalisation de l'expression politique dissidente, que nous revendiquons plus que jamais le droit à l'expression publique de nos opinions.

*Le Comité pour la Liberté d'Expression
et d'Association (Clea)
www.leclea.be*

Procès de Thierry Delforge :

Le verdict aura lieu le mercredi 12 décembre à 14 heures

RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN LE MERCREDI 12 DÉCEMBRE À 13H30 AU PALAIS DE JUSTICE DE BRUXELLES

«L'action politique n'a pas de sens si elle ne s'exprime pas aussi par des actions concrètes, dont l'action syndicale quotidienne. La liberté d'expression, la liberté de débattre, de s'exprimer doit aboutir à l'action.» Thierry Delforge

Le délit

Le 28 mars 2007, Thierry Delforge, militant syndical et associatif, était condamné à un an de prison, dont six mois fermes, pour avoir bombé sur le mur d'un dépôt «Libérez les dockers», et avoir transporté dans son coffre de voiture une serpette et une machette à débroussailler. En principe, un graffiti tombe sous la loi relative aux «incivilités», qui n'entraîne que des amendes administratives.

Le procès

Ayant fait opposition à ce jugement lors duquel il était absent (la convocation officielle ne lui étant jamais parvenue), Thierry est repassé en procès le 21 novembre devant la 50^e chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles.

Devant une salle remplie de sympathisants et dans une atmosphère tendue, son avocat a replacé le «délict» dans le contexte de l'offensive européenne contre les droits sociaux ; il a demandé la suspension du prononcé pour le délit de bombage, conformément à la jurisprudence en vigueur pour ce genre d'infraction mineure, et l'annulation pure et simple de la prévention de «transport d'armes prohibées» vu le ridicule de l'accusation.

Le verdict aura lieu le mercredi 12 décembre à 14 h. au Palais de Justice de Bruxelles.

L'enjeu de ce procès n'est pas mince : il s'agit de déterminer si oui ou non en Belgique on peut saisir n'importe quel



prétexte pour dissuader la lutte sociale. Il s'agit pour nous, citoyens, militants et démocrates, de montrer que nous ne sommes pas dupes des discours sécuritaires tenant lieu de toute politique sociale, que nous nous opposons à la criminalisation de l'expression politique dissidente, que nous revendiquons plus que jamais le droit à l'expression publique de nos opinions.

*Le Comité pour la Liberté d'Expression
et d'Association (Clea)
www.leclea.be*